



## PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Ref. D.A.G.E./3 - CP

### **Arrêté préfectoral imposant à la S.A. RHODIA INTERMÉDIAIRES des prescriptions complémentaires concernant la mise en sécurité des installations arrêtées de son établissement situé à SAINT-ANDRÉ**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions préfectorales autorisant la S.A. RHODIA INTERMÉDIAIRES - siège social : Etoile Part Dieu 190, avenue Thiers 69457 LYON - à exploiter ses activités sur le territoire des communes de LA MADELEINE, SAINT-ANDRÉ et MARQUETTE-LEZ-LILLE notamment l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2001 relatif à la mise à jour de certaines études de dangers, l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2002 imposant des prescriptions complémentaires au stockage de toluène à la suite de l'examen de l'étude de dangers et l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2002 autorisant la modification de la chaufferie ;

VU le rapport en date du 4 avril 2003 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 17 juin 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1-**

La société RHODIA INTERMEDIAIRES, dont le siège social est situé 190, avenue Thiers - Etoile Part-Dieu à LYON (69457), est tenue de fournir, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un bilan de la mise en sécurité des installations arrêtées à la suite de la transformation de son usine de SAINT-ANDRE - 69, rue Félix faure - 59871 SAINT-ANDRE CEDEX - pour la production de T.D.A.

Ce bilan devra notamment comporter :

- un plan récapitulatif des installations;
- pour chacune des installations concernées,
  - un historique des travaux réalisés,
  - un échéancier des travaux restant à réaliser,
  - les documents attestant du respect des dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté Préfectoral du 3 juillet 2001 et de l'article 26.4 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2002 (tels que certificats de dégazage, bordereaux de suivi de l'élimination des déchets générés..) .

### **ARTICLE 2**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

### **ARTICLE 3-**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les maires de SAINT-ANDRE, LA MADELEINE et MARQUETTE-LEZ-LILLE
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de **SAINT-ANDRE** et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**FAIT** à LILLE, le 14 août 2003

Le préfet,

P/Le préfet  
Le secrétaire général

Yann JOUANET

Pour ampliation,  
P/Le chef de bureau délégué,

Fabrice FALVO

